

## **Les BIO mobilisés face au recul des exigences environnementales dans le monde agricole**

**Paris, le 07/02/2024.** Des agriculteurs et agricultrices bio de toute la France se rassemblent aujourd'hui dans la journée à Paris. Soutenus par des organisations environnementales, des syndicats, des associations de bien-être animal, ils et elles viennent à la rencontre des parlementaires pour leur exprimer leur incompréhension face aux reculs environnementaux et demander un réel soutien aux filières bio, fers de lance de la transition agricole française.

### **Pas de transition sans vraies solutions**

Alors que les revendications du monde agricole concernant les revenus sont largement partagées par la filière bio, les demandes concernant les normes environnementales sont, elles, un non-sens. "16% de français sont aujourd'hui en insécurité alimentaire alors qu'on produit sur le territoire plus que ce qui est nécessaire pour nourrir toute la population. On n'est plus en 1950, on voit bien que le problème ça n'est pas de produire plus mais de produire durablement, sans détruire nos outils de production que sont les sols, l'eau, la biodiversité", explique Philippe Camburet, président de la FNAB.

La suppression des exigences environnementales est un véritable recul et met en danger la transition agroécologique de la France. Continuer à soutenir un modèle qui a montré ses limites est illusoire.

### **La Bio c'est 14% des fermes, 16% des agriculteurs et 215 000 emplois, il faut la préserver**

"Nous ne sommes plus une poignée de baba cool qu'on peut ignorer. La moitié des jeunes qui s'installent en agriculture aujourd'hui le font en bio. C'est ne rien comprendre aux transitions profondes qui traversent le monde agricole que de nous ignorer" conclut Philippe Camburet.

La FNAB appelle le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour maintenir la dynamique de transition agroécologique tout en protégeant le revenu des agriculteur et agricultrices :

- Un plan d'urgence de **271 millions** d'euros : c'est le montant chiffré conjointement par toutes les organisations agricoles, et qui avait été voté à l'Assemblée Nationale, pour maintenir les 60 000 fermes bio en bio et les aider à passer la crise économique ;
- La revalorisation des aides PAC pour les agriculteurs bio via un écorégime à **145€/ha/an** pour assurer la rémunération des services environnementaux qu'ils rendent ;
- Un vrai plan d'action pour relancer la demande en produits de qualité avec un coup de pouce anti inflation pour les consommateurs ;
- Le **maintien des ambitions environnementales** : la transition agroécologique ne sera possible que si elle est encouragée, elle ne peut pas être supportée uniquement par le monde agricole. Le plan Ecophyto est un plan d'incitation à la transition, pas un plan d'interdiction, le suspendre est un chiffon rouge.

### **Contact presse :**

Philippe CAMBURET, président de la FNAB - 06 77 94 85 19

